

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 2 oktober 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs,
Cultuur en Internationale en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Eerste Vice-Présidente en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
V. GLATIGNY

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen,
V. LESCRENIER

De Minister van Sport, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Media,
J. GALANT

De Minister van Onderzoek,
A. DOLIMONT

De Minister van Gezondheid, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Y. COPPIETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/009902]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié pour la dernière fois par le décret du 6 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2023 ;

Vu le rapport du 11 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 29 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.325/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 29 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 1^{er} février 2024 ;

Considérant l'avis de la FEBEG, donné le 22 janvier 2024 ;

Considérant l'avis de l'Union wallonne des Entreprises, donné le 22 janvier 2024 ;

Considérant l'avis d'ELIA, donné le 16 janvier 2024 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023, est complété par un 35° rédigé comme suit :

« 35° « cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale » : les plantes riches en amidon, les plantes sucrières ou les plantes oléagineuses, produites sur des terres agricoles à titre de culture principale, à l'exclusion des résidus, des déchets ou des matières ligno-cellulosiques et les cultures intermédiaires telles que les cultures dérobées et les cultures de couverture, pour autant que l'utilisation de ces cultures intermédiaires ne crée pas une demande de terres supplémentaires ».

Art. 2. A l'article 15 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 4, la phrase « Les demandes qui figurent sur la liste d'attente en vue de l'ouverture au 1^{er} janvier de l'année calendrier suivante de l'enveloppe de certificats verts additionnels de la filière sont prioritaires par rapport aux demandes qui sont introduites au cours de cette année calendrier suivante » est insérée entre les mots « visée à l'alinéa 1^{er}. » et les mots « Au sein de la liste d'attente » ;

2° il est inséré un paragraphe 1^{er}quinquies rédigé comme suit : « § 1^{er}quinquies. Les unités de production d'électricité verte relevant des filières biogaz et biogaz sans intrant externe, ayant fait l'objet d'une demande de réservation de certificats verts introduite à partir du 1^{er} janvier 2025 en vertu de l'article 15, § 1^{er}bis/2, ne peuvent bénéficier de certificats verts pour la quantité d'intrants biomasse relevant de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale excédant 15% de la quantité totale d'intrants biomasse, exprimée en tonnes de matière fraîche par an et moyennée sur 3 ans.

Le respect de cette condition est vérifié annuellement par l'Administration conformément aux prescriptions du Code de comptage. Le cas échéant, l'Administration procède à la récupération des certificats verts indûment octroyés, selon la procédure visée à l'article 13, § 2. ».

Art. 3. Dans l'article 25 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2023, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le quota est de :

- 1° 3 pour cent entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 décembre 2003 ;
- 2° 4 pour cent entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2004 ;
- 3° 5 pour cent entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2005 ;
- 4° 6 pour cent entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2006 ;
- 5° 7 pour cent entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2007 ;
- 6° 8 pour cent entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2008 ;
- 7° 9 pour cent entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2009 ;
- 8° 10 pour cent entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 mars 2010 et 11,75 pour cent entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 décembre 2010 ;
- 9° 13,50 pour cent entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2011 ;
- 10° 15,75 pour cent entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012 ;
- 11° 19,4 pour cent entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013 ;
- 12° 23,1 pour cent entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2014 ;
- 13° 27,7 pour cent entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2015 ;
- 14° 32,4 pour cent entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 ;
- 15° 34,03 pour cent entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017 ;
- 16° 35,65 pour cent entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018 ;
- 17° 37,28 pour cent entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019 ;
- 18° 38,38 pour cent entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020 ;
- 19° 38,85 pour cent entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021 ;
- 20° 39,33 pour cent entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2022 ;
- 21° 39,8 pour cent entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023 ;
- 22° 40,28 pour cent entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024 ;
- 23° 40,00 pour cent entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025 ;
- 24° 40,00 pour cent entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026 ;
- 25° 40,00 pour cent entre le 1^{er} janvier 2027 et le 31 décembre 2027 ;
- 26° 40,00 pour cent entre le 1^{er} janvier 2028 et le 31 décembre 2028 ;
- 27° 39,00 pour cent entre le 1^{er} janvier 2029 et le 31 décembre 2029 ;
- 28° 36,40 pour cent entre le 1^{er} janvier 2030 et le 31 décembre 2030 ;
- 29° 33,80 pour cent entre le 1^{er} janvier 2031 et le 31 décembre 2031 ;
- 30° 31,20 pour cent entre le 1^{er} janvier 2032 et le 31 décembre 2032. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, l'annexe 4, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 4. Objectifs indicatifs par filière en GWh

	2020	2030
Eolien on shore	2.437	6.200
Photovoltaïque	1.185	5.100
Hydraulique	360	440
Géothermie	0	40
Biomasse solide bois	1.190	1.395
Biogaz	230	371
Incinération	153	92
TOTAL E_SER	5.555	13.638

».

Art. 5. Dans le même arrêté, l'annexe 7, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 7. Niveaux de rentabilité de référence par filière et sous-filières

Filières	Sous-filières	Segments de puissance	Taux de rentabilité
Photovoltaïque	Petit PV	$P \leq 10 \text{ kW}$	Régime Quali watt
	Grand PV	$10 \text{ kW} < P \leq 250 \text{ kW}$	6,25%
Petit éolien ($\leq 100 \text{ kW}$)		$P < 100 \text{ kW}$	6,25%
Moyen et grand éolien		$100 \text{ kW} < P < 1 \text{ MW}$	6,25%
		$P \geq 1 \text{ MW}$	6,25%
Hydro-électricité		$P < 10 \text{ kW}$	7%
		$10 \text{ kW} \leq P < 100 \text{ kW}$	7%
		$100 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	7%
		$P \geq 1 \text{ MW}$	7%
Biomasse solide et liquide	Cogénération biomasse solide	$P < 500 \text{ kW}$	9%
		$500 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	9%
		$1 \text{ MW} \leq P < 5 \text{ MW}$	9%
		$P \geq 5 \text{ MW}$	9%
	Biomasse électricité Cogénération bioliquide	$P < 100 \text{ kW}$	9%
		$100 \text{ kW} \leq P < 500 \text{ kW}$	9%
		$500 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	9%
		$P \geq 1 \text{ MW}$	9%
		Graisses animales	9%
Biogaz	Cogénération biogaz	$P < 10 \text{ kW}$	8%
		$10 \text{ kW} \leq P < 200 \text{ kW}$	8%
		$200 \text{ kW} \leq P < 600 \text{ kW}$	8%
		$600 \text{ kW} \leq P < 1500 \text{ kW}$	8%
		$P \geq 1500 \text{ kW}$	8%
Cogénération fossile		$P < 10 \text{ kW}$	9%
		$10 \text{ kW} \leq P < 100 \text{ kW}$	9%
		$100 \text{ kW} \leq P < 500 \text{ kW}$	9%
		$500 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	9%
		$P \geq 1 \text{ MW}$	9%

Art. 6. Dans le même arrêté, l'annexe 8, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 8. – Enveloppes de certificats verts additionnels par an par filière susceptibles de réservation au titre des articles 15 § 1^{er}bis et 15bis/1 pour les nouveaux projets, pour la période 2024 à 2030

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Photovoltaïque	108.835	24.000	19.400	15.200	4.150	0	0
Eolien	390.000	75.700	69.400	64.100	13.650	0	0
Hydraulique	7.200	2.500	2.400	2.300	550	0	0
Géothermie	0	80.000	0	0	0	0	0
Biomasse	275.685	67.500	65.000	62.500	15.000	0	0
Biogaz	185.430	43.750	43.750	43.750	10.938	0	0
Biogaz sans intrant externe		26.250	26.250	26.250	6.562	0	0

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Cogénération fossile	3.750	0	0	0	0	0	0
TOTAL	970.900	319.700	226.200	214.100	50.850	0	0

».

Art. 7. A l'annexe 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la section III, le point 3 est complété par la phrase suivante : "Pour la filière solaire, la valeur du *taux d'octroi* applicable aux installations d'une puissance inférieure à 1 MW est plafonnée à la valeur du *taux d'octroi* applicable aux installations relevant de la catégorie d'une puissance supérieure à 1 MW et dont le C_{pm} est le plus élevé. Pour la filière éolienne, la valeur du *taux d'octroi* applicable aux unités d'une puissance inférieure à 1 MW est plafonnée à la valeur du *taux d'octroi* applicable aux unités relevant de la catégorie d'une puissance supérieure à 1 MW et dont le C_{pm} est le plus élevé" ;

2° à la section VI, le point 25 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le CMPC est plafonné comme indiqué au tableau ci-dessous :

(sous-)filière	Plafonnement du CMPC (%)
Filière solaire	4,5
Filière éolienne	6,5

».

Art. 8. A l'annexe 12 du même arrêté, le point 33 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le CMPC est plafonné comme indiqué au tableau ci-dessous :

(sous-)filière/ou catégorie d'installation	Plafonnement du CMPC (%)
Filière solaire	4,5
Filière éolienne	6,5

».

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 2023.

Namur, le 23 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/009902]

23. MAI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung

Die Wallonische Regierung erlässt,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes, zuletzt geändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2022 ;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung ;

Aufgrund der am 8. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des Berichts vom 11. Dezember 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde ;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In der Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 29. April 2024 unter der Nummer 76.325/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Abteilung Gesetzgebung vom 29. April 2024, gemäß Artikel 84, Paragraph 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung der Stellungnahme des Zentrums „Energie“, abgegeben am 1. Februar 2024;

In Erwägung der Stellungnahme der FEBEG, abgegeben am 22. Januar 2023;

In der Erwägung der Stellungnahme der Union wallonne des Entreprises (wallonischer Unternehmensverband), abgegeben am 22. Januar 2024;

In Erwägung der Stellungnahme von ELIA, abgegeben am 16. Januar 2024;

Auf Vorschlag des Energieministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung von Strom aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung, zuletzt geändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2023, wird durch eine Ziffer 34 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„35° „Nahrungs- und Futtermittelkulturen“: Pflanzen mit hohem Stärkegehalt, Zuckerpflanzen oder Ölpflanzen, die auf landwirtschaftlichen Flächen als Hauptkultur angebaut werden, ausgenommen Reststoffe, Abfälle oder lignozellulosehaltiges Material und Zwischenkulturen wie Zwischenfrüchte und Nebenkulturen, sofern durch die Verwendung dieser Zwischenfrüchte kein Bedarf an zusätzlicher Fläche entsteht.“

Art. 2. In Artikel 15 desselben Erlasses, der zuletzt durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 16. Februar 2023 geändert wurde, werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 4 wird der Satz „Die Anträge, die mit Blick auf die Eröffnung am 1. Januar des folgenden Kalenderjahres des Pakets von zusätzlichen grünen Zertifikaten für das Erzeugungsverfahren auf der Warteliste befinden, sind diejenigen Anträge vorrangig, die im Laufe dieses folgenden Kalenderjahres eingereicht werden“ wird zwischen den Worten „im Sinne von Absatz 1“ und den Worten „Auf der Warteliste“ eingefügt;

2. Es wird ein Absatz 1^{er} quinquies mit folgendem Wortlaut eingefügt: „§ 1^{er} quinquies. Die Erzeugungseinheiten, die in den Erzeugungsverfahren Biogas und Biogas ohne externen Eintrag fallen und für die ab dem 1. Januar 2025 gemäß Artikel 15 § 1^{er} bis/2 ein Antrag auf Reservierung von grünen Zertifikaten gestellt wurde, können keine grünen Zertifikate für die Menge an Biomasseeinträgen aus Nahrungs- und Futtermittelkulturen erhalten, die 15 % der Gesamtmenge der Biomasseeinträge, ausgedrückt in Tonnen pro Jahr und gemittelt über drei Jahre, übersteigt.“

Die Einhaltung dieser Bedingung wird jedes Jahr von der Verwaltung entsprechend dem Zählcode überprüft. Gegebenenfalls wird die Verwaltung zu Unrecht gewährte grüne Zertifikate gemäß dem in Artikel 13 § 2 genannten Verfahren einziehen.“

Art. 3. In Artikel 25 desselben Erlasses, zuletzt geändert durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 17. März 2023, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. Die Quote beträgt:

- 1° 3 Prozent zwischen dem 1. Januar 2003 und dem 31. Dezember 2003;
- 2° 4 Prozent zwischen dem 1. Januar 2004 und dem 31. Dezember 2004;
- 3° 5 Prozent zwischen dem 1. Januar 2005 und dem 31. Dezember 2005;
- 4° 6 Prozent zwischen dem 1. Januar 2006 und dem 31. Dezember 2006;
- 5° 7 Prozent zwischen dem 1. Januar 2007 und dem 31. Dezember 2007;
- 6° 8 Prozent zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 31. Dezember 2008;
- 7° 9 Prozent zwischen dem 1. Januar 2009 und dem 31. Dezember 2009;
- 8° 10 Prozent zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. März 2010 und 11,75 Prozent zwischen dem 1. April 2010 und dem 31. Dezember 2010;
- 9° 13,50 Prozent zwischen dem 1. Januar 2011 und dem 31. Dezember 2011;
- 10° 13,50 Prozent zwischen dem 1. Januar 2012 und dem 31. Dezember 2012;
- 11° 19,4 Prozent zwischen dem 1. Januar 2013 und dem 31. Dezember 2013;
- 12° 23,1 Prozent zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2014;
- 13° 27,7 Prozent zwischen dem 1. Januar 2015 und dem 31. Dezember 2015;
- 14° 32,4 Prozent zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016;
- 15° 34,03 Prozent zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2017;
- 16° 35,65 Prozent zwischen dem 1. Januar 2018 und dem 31. Dezember 2018;
- 17° 37,28 Prozent zwischen dem 1. Januar 2019 und dem 31. Dezember 2019;
- 18° 38,38 Prozent zwischen dem 1. Januar 2020 und dem 31. Dezember 2020;
- 19° 38,85 Prozent zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021;
- 20° 39,33 Prozent zwischen dem 1. Januar 2022 und dem 31. Dezember 2022;
- 21° 39,8 Prozent zwischen dem 1. Januar 2023 und dem 31. Dezember 2023;
- 22° 40,28 Prozent zwischen dem 1. Januar 2024 und dem 31. Dezember 2024;
- 23° 40,00 Prozent zwischen dem 1. Januar 2025 und dem 31. Dezember 2025;
- 24° 40,00 Prozent zwischen dem 1. Januar 2026 und dem 31. Dezember 2026;
- 25° 40,00 Prozent zwischen dem 1. Januar 2027 und dem 31. Dezember 2027;
- 26° 40,00 Prozent zwischen dem 1. Januar 2028 und dem 31. Dezember 2028;
- 27° 39,00 Prozent zwischen dem 1. Januar 2029 und dem 31. Dezember 2029;
- 28° 36,40 Prozent zwischen dem 1. Januar 2030 und dem 31. Dezember 2030;
- 29° 33,80 Prozent zwischen dem 1. Januar 2031 und dem 31. Dezember 2031;
- 30° 31,20 Prozent zwischen dem 1. Januar 2032 und dem 31. Dezember 2032“.

Art. 4 - In demselben Erlass wird Anhang 4, der durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügt und durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 11. April 2019 ersetzt wurde, durch Folgendes ersetzt:

„Anhang 4. Richtziele je nach Erzeugungsverfahren in GWh

	2020	2030
Windkraft on shore	2.437	6.200
Photovoltaik	1.185	5.100
Hydraulik	360	440
Geothermie	0	40
Feste Biomasse Holz	1.190	1.395
Biogas	230	371
Verbrennung	153	92
GESAMT E_SER	5.555	13.638

“.

Art. 5. In demselben Erlass wird Anhang 7, der durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügt und durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 geändert wurde, durch Folgendes ersetzt:

„Anhang 7. Relevante Rentabilität nach Erzeugungsverfahren und Untersparte

Erzeugungsverfahren (Sparten)	Untersparten	Leistungssegmente	Rendite
Photovoltaik	Kleine PV	$P \leq 10 \text{ kW}$	Qualiwatt-Regelung
	Große PV	$10 \text{ kW} < P \leq 250 \text{ kW}$	6,25 %
Kleine Windenergieanlage ($\leq 100 \text{ kW}$)		$P < 100 \text{ kW}$	6,25 %
Mittlere und große Windenergieanlage Wasserkraft		$100 \text{ kW} < P < 1 \text{ MW}$	6,25 %
		$P \geq 1 \text{ MW}$	6,25 %
		$P < 10 \text{ kW}$	7 %
		$10 \text{ kW} \leq P < 100 \text{ kW}$	7 %
		$100 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	7 %
	$P \geq 1 \text{ MW}$	7 %	
Feste und flüssige Biomasse	Kraft-Wärme-Kopplung feste Biomasse	$P < 500 \text{ kW}$	9 %
		$500 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	9 %
		$1 \text{ MW} \leq P < 5 \text{ MW}$	9 %
		$P \geq 5 \text{ MW}$	9 %
	Biomasse Stromerzeugung		9 %
			9 %
	Kraft-Wärme-Kopplung flüssige Biomasse	$P < 100 \text{ kW}$	9 %
		$100 \text{ kW} \leq P < 500 \text{ kW}$	9 %
		$500 \text{ kW} \leq P < 1 \text{ MW}$	9 %
		$P \geq 1 \text{ MW}$	9 %
	Tierische Fette	9 %	
Biogas	Kraft-Wärme-Kopplung Biogas	$P < 10 \text{ kW}$	8 %
		$10 \text{ kW} \leq P < 200 \text{ kW}$	8 %
		$200 \text{ kW} \leq P < 600 \text{ kW}$	8 %
		$600 \text{ kW} \leq P < 1500 \text{ kW}$	8 %
		$P \geq 1500 \text{ kW}$	8 %

Erzeugungsverfahren (Sparten)	Untersparten	Leistungssegmente	Rendite
Kraft-Wärme-Kopplung fossile Energieträger		P < 10 kW	9 %
		10 kW <= P < 100 kW	9 %
		100 kW <= P < 500 kW	9 %
		500 kW <= P < 1 MW	9 %
		P >= 1 MW	9 %

Art. 6 - In demselben Erlass wird Anhang 8, der durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügt und durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 11. April 2019 ersetzt wurde, durch Folgendes ersetzt:

„Anhang 8. – Pakete von zusätzlichen grünen Zertifikaten pro Jahr und je nach Erzeugungsverfahren, die Gegenstand einer Reservierung nach Artikel 15 § 1 bis und 15bis/ für neue Projekte sein können, für den Zeitraum 2024 bis 2030

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Photovoltaik	108.835	24.000	19.400	15.200	4.150	0	0
Windenergie	390.000	75.700	69.400	64.100	13.650	0	0
Hydraulik	7.200	2.500	2.400	2.300	550	0	0
Geothermie	0	80.000	0	0	0	0	0
Biomasse	275.685	67.500	65.000	62.500	15.000	0	0
Biogas	185.430	43.750	43.750	43.750	10.938	0	0
Biogas ohne externen Eintrag		26.250	26.250	26.250	6.562	0	0
Kraft-Wärme-Kopplung fossile Energieträger	3.750	0	0	0	0	0	0
GESAMTMENGE	970.900	319.700	226.200	214.100	50.850	0	0

“.

Art. 7 - In Anhang 10 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Abschnitt III wird Nummer 3 durch folgenden Satz ergänzt: „Für das Erzeugungsverfahren Solar ist der Wert der *Gewährungsquote*, der für Anlagen mit einer Leistung von weniger als 1 MW gilt, auf den Wert der *Gewährungsquote* begrenzt, der für Anlagen der Kategorie mit einer Leistung von mehr als 1 MW und dem höchsten *C_{pm}* gilt. Für das Erzeugungsverfahren Windkraft ist der Wert der *Gewährungsquote*, die für Anlagen mit einer Leistung von weniger als 1 MW gilt, auf den Wert der *Gewährungsquote* für Anlagen der Kategorie mit einer Leistung von mehr als 1 MW und dem höchsten *C_{pm}* begrenzt“;

2° in Abschnitt IV wird Ziffer 25 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der WACC ist wie in der folgenden Tabelle angegeben begrenzt:

(Unter-)Sparte	Begrenzung des WACC (%)
Solarsparte	4,5
Windkraftsparte	6,5

“.

Art. 8 - In Anhang 12 desselben Erlasses wird Ziffer 33 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der WACC ist wie in der folgenden Tabelle angegeben begrenzt:

(Unter-)Sparte/ oder Anlagekategorie	Begrenzung des WACC (%)
Solarsparte	4,5
Windkraftsparte	6,5

“.

Art. 9 - Dieser Erlass wird am 31. Dezember 2023 wirksam.

Namur, den 23. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009902]

23 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 10, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 8 december 2023;

Gelet op het rapport van 11 december 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 29 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.325/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 29 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 1 februari 2024;

Gelet op het advies van "FEBEG", gegeven op 22 januari 2024;

Gelet op het advies van de «Union wallonne des entreprises»), uitgebracht op 22 januari 2024;

Gelet op het advies van Elia, gegeven op 16 januari 2024;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2023, wordt aangevuld met punt 35°, luidend als volgt:

"35° "Gewassen bestemd voor menselijke of dierlijke consumptie": zetmeelrijke planten, suiker- of oliehoudende gewassen die op landbouwgrond worden geproduceerd als hoofdgewas, met uitzondering van residuen, afval of lignocellulose en tussengewassen zoals tussengewassen en covergewassen, op voorwaarde dat het gebruik van deze tussengewassen geen vraag naar extra grond creëert."

Art. 2. In artikel 15 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1*bis*, vierde lid, wordt de zin "De aanvragen die op de wachtlijst staan voor de opening van de enveloppe met aanvullende groenestroomcertificaten voor de sector op 1 januari van het volgende kalenderjaar, hebben voorrang op de aanvragen die tijdens het volgende kalenderjaar worden ingediend" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in het eerste lid. "en de woorden "Op de wachtlijst";

2° er wordt een paragraaf 1^{er}quinquies ingevoegd, luidend als volgt : "1^{er}quinquies. Groenestroomproductie-eenheden in de biogas- en biogaszonder-externe inputsectoren waarvoor vanaf 1 januari 2025 een reserveringsaanvraag voor groenestroomcertificaten is ingediend overeenkomstig artikel 15, § 1*bis*/2, kunnen geen groenestroomcertificaten ontvangen voor de hoeveelheid biomassa-inputs van gewassen bestemd voor menselijke of dierlijke consumptie die meer bedraagt dan 15% van de totale hoeveelheid biomassa-inputs, uitgedrukt in ton verse stof per jaar en gemiddeld over 3 jaar.

De naleving van deze voorwaarde wordt jaarlijks gecontroleerd door de Administratie in overeenstemming met de bepalingen van de Metering Code. In voorkomend geval vordert de Administratie de ten onrechte toegekende groenestroomcertificaten terug volgens de procedure bedoeld in artikel 13, § 2. "

Art. 3. In artikel 25 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2023, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt:

"§ 3. § 3 Het quotum bedraagt:

1° 3% tussen 1 januari 2003 en 31 december 2003;

2° 4% tussen 1 januari 2004 en 31 december 2004;

3° 5% tussen 1 januari 2005 en 31 december 2005;

4° 6% tussen 1 januari 2006 en 31 december 2006;

5° 7% tussen 1 januari 2007 en 31 december 2007;

6° 8% tussen 1 januari 2008 en 31 december 2008;

7° 9% tussen 1 januari 2009 en 31 december 2009;

8° 10 % tussen 1 januari 2010 en 31 maart 2010 en 11,75 % tussen 1 april 2010 en 31 december 2010;

9° 13,50% tussen 1 januari 2011 en 31 december 2011;

10° 15,75% tussen 1 januari 2012 en 31 december 2012;

11° 19,4% tussen 1 januari 2013 en 31 december 2013;

12° 23,1% tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014;

13° 27,7% tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015;

- 14° 32,4% tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016;
 15° 32,03% tussen 1 januari 2017 en 31 december 2017;
 16° 32,03% tussen 1 januari 2017 en 31 december 2018;
 17° 37,28% tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019;
 18° 38,38% tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020;
 19° 38,85% tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021;
 20° 39,33% tussen 1 januari 2022 en 31 december 2022;
 21° 39,8% tussen 1 januari 2023 en 31 december 2023;
 22° 40,28% tussen 1 januari 2024 en 31 december 2024;
 23° 40% tussen 1 januari 2025 en 31 december 2025;
 24° 40% tussen 1 januari 2026 en 31 december 2026;
 25° 40% tussen 1 januari 2027 en 31 december 2027;
 26° 40% tussen 1 januari 2028 en 31 december 2028;
 27° 39% tussen 1 januari 2029 en 31 december 2029;
 28° 36,40% tussen 1 januari 2030 en 31 december 2030;
 29° 33,80% tussen 1 januari 2031 en 31 december 2031;
 30° 31,20% tussen 1 januari 2032 en 31 december 2032 ”.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019, vervangen als volgt:

”Bijlage 4. Indicatieve doelen per sector in GWh

	2020	2030
On shore windkracht	2.437	6.200
Fotovoltaïsch	1.185	5.100
Waterkracht	360	440
Geothermie	0	40
Vaste biomassa hout	1.190	1.395
Biogas	230	371
Verbranding	153	92
TOTAAL E_SER	5.555	13.638

”.

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt bijlage 7, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, vervangen als volgt:

”Bijlage 7. Bijlage 7. Referentie-rendabiliteitsniveaus per kanaal en subkanaal

Kanalen	Subkanalen	Vermogenssegmenten	Rentabiliteitspercentage
Fotovoltaïsch	Kleine PV	$P \leq 10 \text{ kW}$	Stelsel Quali watt
	Grote PV	$10 \text{ kW} < P \leq 250 \text{ kW}$	6,25%
Klein eolisch ($\leq 100 \text{ kW}$)		$P \leq 100 \text{ kW}$	6,25%
Middelgroot en groot eolisch		$100 \text{ kW} < P \leq 1 \text{ MW}$	6,25%
		$P \geq 1 \text{ MW}$	6,25%
Hydro-elektriciteit		$P \leq 10 \text{ kW}$	7%
		$10 \text{ kW} < P \leq 100 \text{ kW}$	7%
		$100 \text{ kW} < P \leq 1 \text{ MW}$	7%
		$P \geq 1 \text{ MW}$	7%
Vaste en vloeibare biomassa	Warmtekrachtkoppeling vaste biomassa	$P \leq 500 \text{ kW}$	9%
		$500 \text{ kW} < P \leq 1 \text{ MW}$	9%
		$1 \text{ MW} < P \leq 5 \text{ MW}$	9%
		$P \geq 5 \text{ MW}$	9%
	Biomassa elektriciteit		9%

	Warmtekrachtkoppeling bio-vloeibaar	P <= 100 kW 100 kW < P <= 500 kW 500 kW < P <= 1 MW P >= 1 MW Dierlijke vetten	9% 9% 9% 9% 9%
Biogas	Warmtekrachtkoppeling biogas	P <= 10 kW 10kW < P <= 200 kW 200 kW < P <= 600 kW 600 kW < P <= 1500 kW P >= 1500 kW	8% 8% 8% 8% 8%
Fossiele warmtekrachtkoppeling		P <= 10 kW 10kW < P <= 100kW 100 kW < P <= 500 kW 500 kW < P <= 1 MW P >= 1 MW	9% 9% 9% 9% 9%

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt bijlage 8, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019, vervangen als volgt:

"Bijlage 8. Enveloppen van bijkomende groene certificaten per jaar per kanaal, die het voorwerp van een reservering overeenkomstig de artikelen 15, § 1bis, en 15bis/1 van dit besluit voor de nieuwe projecten kunnen uitmaken, voor de periode 2024-2030

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Fotovoltaïsch	108.835	24.000	19.400	15.200	4.150	0	0
Windkracht	390.000	75.700	69.400	64.100	13.650	0	0
Waterkracht	7.200	2.500	2.400	2.300	550	0	0
Geothermie	0	80.000	0	0	0	0	0
Biomassa	275.685	67.500	65.000	62.500	15.000	0	0
Biogas	185.430	43.750	43.750	43.750	10.938	0	0
Biogas zonder externe input		26.250	26.250	26.250	6.562	0	0
Fossiele warmtekrachtkoppeling	3.750	0	0	0	0	0	0
TOTAAL	970.900	319.700	226.200	214.100	50.850	0	0

".

Art. 7. In bijlage 10 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in afdeling III wordt het derde punt aangevuld met volgende zin: "Voor de zonne-energiesector wordt de waarde van het subsidietarief dat van toepassing is op installaties met een vermogen van minder dan 1 MW afgetopt op de waarde van het subsidietarief dat van toepassing is op installaties in de categorie met een vermogen van meer dan 1 MW en met het hoogste Cpma. "Voor de windenergiesector wordt de waarde van het subsidietarief dat van toepassing is op installaties met een vermogen van minder dan 1 MW afgetopt op de waarde van het subsidietarief dat van toepassing is op installaties in de categorie met een vermogen van meer dan 1 MW en met het hoogste Cpma";

2° in afdeling VI wordt punt 25 aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De WACC is gemaximeerd zoals weergegeven in de onderstaande tabel:

(Sub)kanalen	WACC bovengrens (%)
Thermische zonne-energie	4,5
Windenergie	6,5

".

Art. 8. In bijlage 12 bij hetzelfde besluit wordt punt 33 aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De WACC is gemaximeerd zoals weergegeven in de onderstaande tabel:

(sub)kanaal/of categorie van installatie	WACC bovengrens (%)
Thermische zonne-energie	4,5
Windenergie	6,5

".

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 31 december 2023.

Namen, 23 mei 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/009876]

18 OKTOBER 2024. — Ministerieel Besluit met betrekking tot de bekendmaking van de broncodes van de verkiezingssoftware-programma's, gebruikt voor de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024

De Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen,

Gelet op het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, vastgesteld bij ordonnantie van 20 juli 2023, artikel 3, § 3;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 oktober 2023, artikel 5, 21°, c),

Besluit :

Artikel 1. De Minister belast met Plaatselijke Besturen geeft de toelating aan Brussel Plaatselijke Besturen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel om de broncodes van de verkiezingssoftware-programma's, gebruikt voor de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024, bekend te maken op de verkiezingswebsite, <https://verkiezingen.brussels>, zonder dat daarbij enig element wordt vermeld dat de veiligheid van de aangeboden software en diensten in gevaar zou kunnen brengen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 18 oktober 2024.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen,
B. CLERFAYT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/009876]

18 OCTOBRE 2024. — Arrêté ministériel relatif à la publication des codes-sources des logiciels électoraux utilisés lors des élections communales du 13 octobre 2024

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs Locaux,

Vu le Nouveau Code électoral communal bruxellois, institué par l'ordonnance du 20 juillet 2023, l'article 3, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 octobre 2023, article 5, 21°, c),

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre chargé des Pouvoirs Locaux autorise Bruxelles Pouvoirs Locaux, administration du Service public régional de Bruxelles, à publier les codes-sources des logiciels électoraux utilisés lors des élections communales du 13 octobre 2024 sur le site internet des élections, <https://elections.brussels>, sans qu'apparaisse aucun élément susceptible de compromettre la sécurité des logiciels et des services proposés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 octobre 2024.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs Locaux,
B. CLERFAYT